REVUE DE PRESSE

SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU 04 OCTOBRE 2016

SUD OUEST

Départements : trop chère, la solidarité ?

COLLECTIVITÉS Hausse des dépenses de RSA. Baisse des dotations de l'État. Réunis en congrès au Futuroscope, les Départements tirent une fois de plus la sonnette d'alarme

PIERRE TILLINAC
p.tillinac@sudouest.fr

Les Départements vont mal. Ce n'est pas nouveau. En 2010, Claudy Lebreton, président PS de l'Assemblée des Départements de France (ADF), s'inquiétait déjà devoir plusieurs d'entre eux en « situation financière d'urgence ». Six ans plus tard, Dominique Bussereau, président LR du Conseil départemental de Charente-Maritime qui lui a succédé en 2015, dresse le même constat, en plus grave, et va même jusqu'à utiliser le mot de « faillite ».

Avant le congrès des Départements, qui s'ouvre demain au Futuroscope, l'association a lancé une campagne nationale pour dénoncer leur « asphyxie ».

1 À quoi servent les Départements ?

La loi Notre (Nouvelle organisation territoriale de la République), qui se met en place, n'a finalement pas remis en cause leur existence, mais elle a réduit le nombre de leurs compétences. Certaines sont transférées aux Régions. Les Départements conservent en revanche leur place de « chefs de file » pour promouvoir les solidarités humaines et territoriales. L'action sociale assurée par les Départements concerne principalement l'enfance (aide sociale à l'enfance, protection maternelle et infantile, etc.), les personnes handicapées, les personnes âgées (allocation personnalisée d'autonomie) et le revenu de solidarité active (RSA).

Ces missions leur coûtent très cher : plus de la moitié de leurs dépenses de fonctionnement. Parmi les autres compétences qu'ils continuent d'exercer : la construction des collèges, l'équipement rural, la gestion de l'eau, la voirie, etc. Pour la culture, le sport et le tourisme, ils doivent partager leurs compétences avec les communes et les Régions.

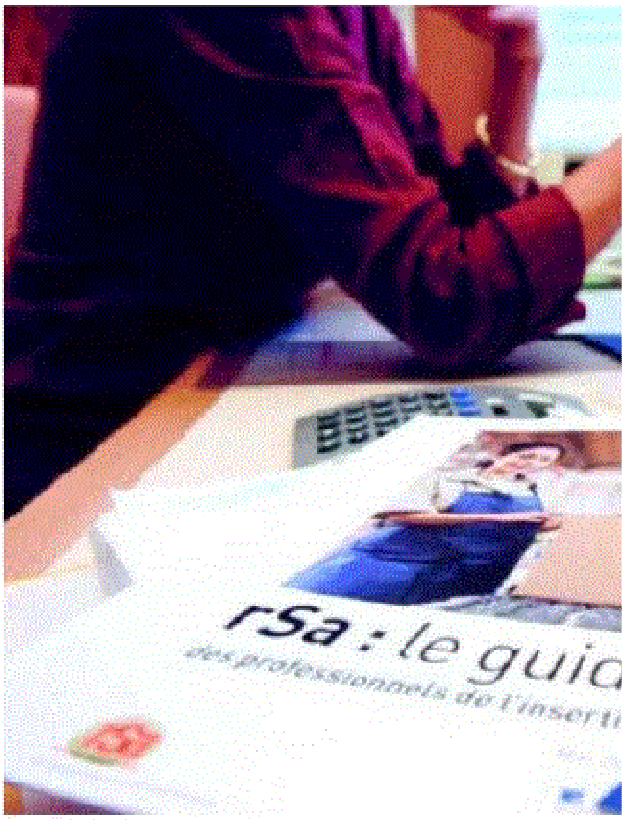
2 L'action sociale en première ligne

Les dépenses d'action sociale pèsent très lourd dans les budgets des Départements. L'Observatoire national de l'action sociale (Odas) note qu'elles représentent en moyenne les deux tiers de leurs dépenses de fonctionnement. De plus, elles progressent beaucoup plus vite que celles correspondant aux autres compétences. En 2015, toujours selon l'Odas, la dépense nette d'action sociale des Départements s'est élevée à 36,1 milliards d'euros pour la France métropolitaine, soit une progression de 3,1 % sur un an, bien supérieure à l'inflation.

3 Le RSA en forte progression

Le RSA est le premier poste de dépense d'action sociale pour les Départements, et c'est lui qui menace le plus leur équilibre. En 2015, il leur a coûté 9,8 milliards d'euros (hors personnel). Loin devant les autres actions : 7,2 milliards pour l'aide sociale à l'enfance ou 7,1 pour le soutien aux personnes handicapées et 5,7 pour celui aux personnes âgées.

Les dépenses liées au RSA augmentent également beaucoup plus rapidement que les autres. Entre 2014 et 2015, elles ont enregistré une hausse de 5,5 %. Celle-ci est directement due à l'augmentation du nombre de bénéficiaires, qui est passé de 1,66 million en 2014 à 1,70 en 2015 pour le RSA socle en métropole. Mais le nombre total de bénéficiaires atteint 2,2 millions si l'on prend également en compte le RSA activité, qui a été remplacé début 2016 par la prime d'activité.



Le revenu de solidarité active (RSA) est le premier poste de dépenses d'action sociale pour les Départements.

PHOTO PQR/« LE COURRIER DE L'OUEST » LAURENT CORBET

4 Les recettes ne suivent pas

Depuis le début des années 2000, les Départements accusent régulièrement l'État d'être en partie responsable de leurs difficultés. La crise de 2008 puis la baisse des dotations de l'État enclenchée en 2014 ont rendu leur situation encore un peu plus compliquée. Leurs recettes progressent beaucoup moins vite que leurs dépenses. « Pour 2016, la dotation globale de fonctionnement versée par l'État au Département de la Charente a diminué de 15 millions d'euros », souligne François Bonneau, président du Conseil départemental (Divers droite). « C'est considérable. Et, dans ce domaine, il n'existe pas de plan B. »

L'effet de ciseaux joue à plein. Pour le RSA, la contribution de l'État n'a

« Revoir la fiscalité des collectivités locales »

CONGRÈS Président du Conseil départemental de Charente-Maritime et président de l'Assemblée des Départements de France, Dominique Bussereau réclame des mesures d'urgence et des réformes

« Sud Ouest » Les difficultés des Départements ne sont pas nouvelles. Qu'est-ce qui justifie aujourd'hui le fait que vous ayez décidé de lancer une semaine de mobilisation avant le congrès pour dénoncer le désengagement de l'État ?

Dominique Bussereau Les Départements sont sortis plutôt confortés de la réforme territoriale, alors que le gouvernement envisageait leur dévitalisation. Nos difficultés proviennent de ce que nous gérons pour le compte de l'État. En particulier le RSA, pour les personnes qui ont besoin de la solidarité nationale, et l'APA, pour les personnes âgées. Dans cette gestion, les Départements sont un simple tuyau qui sert à distribuer les aides de l'État. Sauf que ce dernier a diminué sa contribution au fil des années. Au lieu de nous verser 100 %, il ne nous verse plus qu'entre 50 et 60 % de ce qu'il nous doit. Les Départements doivent payer le reste. Rien que pour le RSA, il va manquer cette année au moins 5 milliards d'euros de la part de l'État. Il faut trouver une solution pérenne.

Les Départements ont-ils pris toutes les mesures nécessaires pour mieux gérer leurs budgets ?

Il y a longtemps qu'ils ne font plus de dépenses de prestige. Nous sommes très sollicités par l'État pour le financement des contrats de plan. Nous le sommes également par nos concitoyens sur le très haut débit, l'aménagement des collèges ou le réseau routier. Ce qui est en jeu, ce n'est même plus une question d'économies sur les petits fours. Nous sommes sur des montants considérables. Dans le département du Nord, un mois de RSA, c'est 65 millions d'euros. L'an dernier, le Conseil départemental n'a pas pu le payer au mois de décembre. Cette année, il ne le paiera pas non plus et peut-être même pas au mois de novembre.

Que elles mesures attendez-vous dans l'immédiat ?

Nous demandons une aide pour les Départements qui ne vont pas pouvoir finir l'année dans des conditions convenables. Nous estimons qu'une quarantaine de Départements vont être en grande difficulté. L'an dernier, le gouvernement nous avait donné royalement 50 millions d'euros. Pour cette année, il nous annonce 200 millions d'aumône. Au bas mot, il nous en faudrait le double et uniquement pour boucher les trous.

À plus long terme, quelles réformes préconisez-vous ?

Il faut revoir la fiscalité des collectivités locales. Il faudrait chaque année un projet de loi, de vraies ressources et non plus des dotations ou des transferts. Ce que le Premier ministre a annoncé la semaine dernière pour les Régions va dans la bonne direction. L'idée est de leur attribuer une part de TVA. Il faut aussi complètement remettre à plat le système de solidarité sociale. Nous sommes toujours décidés à être les acteurs de cette solidarité sur le terrain. Je pense que les Départements le font mieux que l'État, en raison de leur proximité. Mais il faut trouver un système de financement correct et un système de contrôle. Il faut que l'État arrête de se décharger sur les Départements d'un tas de dépenses qu'il est incapable d'assumer.

Dominique Bussereau.

PHOTO ARCHIVES SÉVERINE JOUBERT

Un dernier exemple : nous recevons de plus en plus de migrants mineurs isolés ; ils restent plusieurs mois ; l'État nous rembourse cinq jours.

Recueilli par P. T.

REPÈRES

36

C'est le nombre de Départements qui ont augmenté leur taux de fiscalité pour cette année. En 2015, ils n'étaient que 11 à avoir fait ce choix.

66

C'est le nombre de Départements dirigés par la droite depuis les élections de 2015. La gauche, auparavant majoritaire, en gère désormais 33.

10

C'est le nombre de femmes à la tête d'un Département. Avant les élections de 2015, elles étaient 6.

4 108

C'est le nombre de conseillers départementaux élus en 2015.

pas suivi l'évolution du nombre de bénéficiaires : le taux de couverture de la dépense est passé de 90 % en 2009 à 61 % en 2015. Dominique Bussereau assure ainsi que l'ardoise de l'État s'élève à 20 milliards d'euros, correspondant aux restes à charge constatés entre 2004 et 2016.

« Les allocations individuelles de solidarité nous plombent », constate Jean-Luc Gleyze, président PS du Conseil départemental de Gironde. « Mais le vrai sujet, c'est celui des compensations. Pour le RSA, le gouvernement a fait des propositions. L'Assemblée des Départements de France a préféré interrompre les discussions. C'est regrettable. »

5 Comment booder les budgets ?

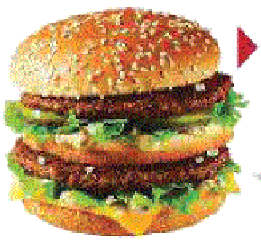
Avec des recettes « fragilisées à l'extrême », les Départements ont de plus en plus de mal à boucler leurs budgets. En 2010, le président de l'ADF affirmait qu'une dizaine de Départements se trouvaient en grande difficulté. En 2016, son successeur évoque le chiffre de 40 Départements dans l'impasse. Les économies sur le fonctionnement ne peuvent pas suffire à compenser la baisse des recettes. « Nous sommes obligés de faire des choix douloureux », note François Bonneau. « Si l'on ne veut pas augmenter la pression fiscale, il faut tailler dans les dépenses non obligatoires mais qui sont très utiles pour les communes ou renoncer à des investissements, et c'est l'économie locale qui en pâtit. » Pour 2016, la Gironde a voté une augmentation de l'impôt de 9 %. « Ce n'était pas de gaieté de cœur », rappelle Jean-Luc Gleyze. « Nous taillons dans les dépenses, mais nous voulons aussi garder l'objectif du milliard d'investissements sur la mandature. » Les plus optimistes veulent pourtant croire que le plus dur est peut-être passé. Ils font notamment valoir que le programme de baisse des dotations doit prendre fin en 2017 et que le nombre d'allocataires du RSA a plutôt tendance à se tasser.

Consommation

Qui travaille le plus pour s'acheter un Big Mac ?

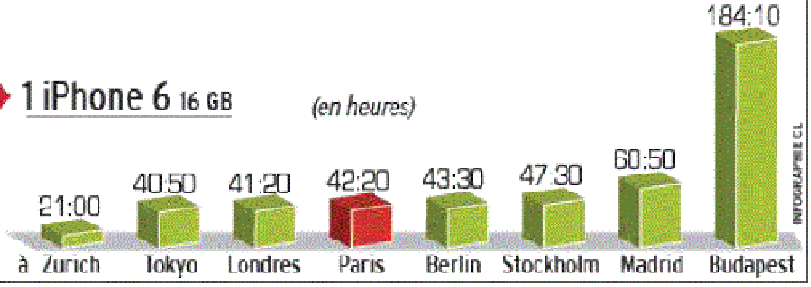
Pour les Français, la réponse est : un quart d'heure. Mais l'habitant de Nairobi (Kenya) doit consacrer trois heures de travail à l'achat d'un Big Mac, soit un temps douze fois supérieur. La différence de niveau de vie est encore plus nette s'il est question d'acheter un iPhone 6. Le travailleur kenyan doit y consacrer 39 jours de labeur là où son homologue parisien n'y passera qu'un peu plus de trois jours. Mais ce sont les Suisses et les Luxembourgeois qui raflent la mise avec des temps légèrement inférieurs aux travailleurs hexagonaux.

Temps de travail nécessaire en 2015 à l'achat de...



1 Big Mac *(en heures)*

1 iPhone 6 16 GB *(en heures)*



(Source : UBS, prix et salaires 2015)

INFOGRAPHIE C.L

Charente Libre

Le vrai et le faux du bilan de Hollande en Charente

s'était offert un bain de foule en Charente, à Angoulême, en octobre 2014. Photo archives Majid Bouzzit

Ismaël KARROUM
et Lénaëlle SIMON

Le VRAI bilan de François Hollande en Charente. Le livre accouche et promet la vérité, rien que la vérité, sur l'action du président de la République dans le département, depuis son élection en 2012. Cette ambition, c'est celle du site internet notreideedelafrance.fr, un site lancé mardi dernier et qui promet d'être le point de départ de la reconquête de l'électorat et de l'opinion par François Hollande. Très centré sur la jeunesse, le site appelle à une nouvelle candidature du président de la République.

Le chiffre qui tue: 2.081 chômeurs de plus

C'est un chiffre qui n'apparaît pas dans le bilan de *notreideedelafrance.fr*, c'est un chiffre qui tue: 16.127 chômeurs en février 2012, 18.208 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A en août 2016.

Soit 2.081 chômeurs de plus dans le département, en quatre ans et demi. Quand on a promis d'inverser la courbe du chômage, cette évolution fait sacrément tâche dans le bilan.

Seule raison de positiver: le point haut a été atteint en février 2014, avec 18.444 chômeurs inscrits en catégorie A dans le département. Depuis, ce chiffre n'a cessé de baisser, légèrement, avant de remonter en août dernier.

Défense de l'action de Hollande département par département, attaque en règle contre les candidats à la primaire de droite, le site, qui veut avoir l'apparence de la spontanéité, est l'une des armes de la cellule riposte mise en place dans l'entourage du président en vue de préparer une nouvelle candidature. Il appartient d'ailleurs, selon nos confrères du *Nouvel Obs*, à «Répondre à gauche», l'association présidée par Stéphane Le Foll et qui a permis le financement de la campagne de Hollande en 2012. Parmi les signataires de l'appel, aucun Charentais. Mais quelques lycéens et étudiants bordelais et de Haute-Vienne.

TOTALEMENT FAUX

76,5 millions d'€ ont été investis dans le déploiement du Très Haut Débit

Sur ce volet, carton plein. En avançant le chiffre de 76,5 millions d'euros qui auraient été investis dans le déploiement du très haut débit, non seulement on compte les œufs dans le cul de la poule, mais on mélange les torchons et les serviettes. 76,5 millions d'euros, c'est le coût estimé de l'intégralité du plan très haut-débit en Charente, ou tout du moins de sa première phase. Un plan qui n'a pas encore été mis en œuvre et qui butte encore sur des questions de portage et de finances.

Surtout, la somme de 75,5 millions d'euros intègre également les fonds départementaux, régionaux, européens et l'obole des communautés de communes. L'État finance aussi, c'est certain. Mais pas à cette hauteur. Et pour l'instant, cette enveloppe n'a pas été investie.

JUSTE

2.528 actifs ont été embauchés en 2016 grâce au dispositif Embauche PME

2.528 actifs auraient été embauchés en 2016 grâce au dispositif Embauche PME. Ce dispositif permet à une entreprise ou une association de moins de 250 salariés embauchant un nouveau collaborateur rémunéré jusqu'à 1.500€ bruts mensuels, de bénéficier d'une prime trimestrielle de 500€ les deux premières années. À quarante têtes près, on était bon. La Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), donne le chiffre de 2.488 actifs et non de 2.528.

PRESQUE JUSTE

728 jeunes ont bénéficié d'un Emploi d'avenir et 443 se sont engagés en service civique en 2015

Par contre, question service civique, les défenseurs du bilan Hollande ont eu les yeux plus gros que le ventre. Ils annoncent 443 jeunes engagés en 2015 alors qu'il n'y en a eu que 214 toujours selon la Direccte.

En outre, 733 et non 728 jeunes ont bénéficié d'un Emploi d'avenir en 2015. Ce qui est donc plutôt juste.

À AFFINER

383 postes ont été créés dans l'Éducation nationale depuis 2012 dans l'Académie dont 190 dans le 1er degré

Plus difficile de faire la lumière sur les chiffres de l'enseignement. Selon «Notre idée de la France», 383 postes ont été créés dans l'Éducation nationale depuis 2012 dans l'Académie dont 190 dans le premier degré.

Problème: on ne sait pas s'il s'agit uniquement du corps enseignant ou pas. L'Académie parle, elle, de 770 postes tout confondu dont 196 postes d'enseignants dans le premier degré et 282 dans le second degré.

Plus de postes, soit. Mais beaucoup moins d'écoles. Depuis 2012, les fermetures de classes s'accélèrent: crise démographique, volonté d'en finir avec les classes uniques, de briser l'isolement de certains enseignants. Vaux-Rouillac, Javrezac et Verrières viennent de perdre leur école. Deviat et Chirac ont connu le même sort l'an passé. Dans ces villages, ces fermetures ont été vécues comme un choc.

MIEUX QU'ANNONCÉ

68 mariages pour tous ont été célébrés depuis 2014

«*68 mariages pour tous ont été célébrés depuis 2014.*» Alors que le mariage pour tous est l'une des mesures sociétales emblématiques du quinquennat de François Hollande, ses supporters sont trop modestes à l'heure du bilan. Si aucun registre ne centralise les mariages pour tous célébrés en Charente, toutes les estimations s'accordent autour de la centaine de mariages homos célébrés depuis la mise en place de la loi Taubira.

Uniquement en 2014, et uniquement dans les huit plus grandes communes de Charente, 45 mariages pour tous ont été célébrés. Dont 25 à Angoulême, six à Cognac. Si on ajoute 2015 et 2016 et toutes les communes rurales, on dépasse assurément les 68 mariages pour tous dans le département.

FAUX

54.468 foyers ont bénéficié d'une baisse d'impôt sur le revenu en 2015 (327€ en moyenne)

Les jeunes supporters de François Hollande l'assurent: «*54.468 foyers ont bénéficié d'une baisse d'impôt sur le revenu en 2015 (327 euros en moyenne).*»

Le chiffre paraît très largement surestimé. Tout d'abord, en 2015, selon l'administration fiscale, seuls 105.079 foyers fiscaux charentais étaient imposables, sur un total de 204.311.

À l'époque, l'administration fiscale estimait «*entre 20.000 et 30.000*» le nombre de foyers fiscaux charentais qui avaient vu leur impôt sur le revenu baisser en 2014 et 2015.

■ La seconde édition des Étoiles de l'Économie se profile ■ Les lauréats de 2015 gardent un souvenir positif de la soirée ■ Il reste une semaine pour s'inscrire.

Richard TALLET
charlie@charentelibre.fr

Les Étoiles de l'Économie sont un peu comme le loto: 100% des lauréats de l'an dernier ont tenté leur chance en s'inscrivant sur le site (1). L'an dernier, ils étaient sept, à recevoir le trophée de la première édition de cette soirée conçue pour consacrer le dynamisme des entrepreneurs charentais. La seconde édition est prévue le 24 novembre, au Castel à Châteaubernard. Il reste encore quelques jours aux entreprises charentaises, quelle que soit leur taille, pour envoyer leur candidature.

Les startups dans les starting-blocks

«*C'était une belle soirée, on a eu que des répercussions positives*», s'enthousiasme Joël Monadier, le patron de la Capac, primée dans la catégorie entreprise citoyenne. «*C'est un tremplin*», ajoute Annick Grenier de la Chocolaterie d'Antan à La Rochefoucauld, primée dans la catégorie transmission reprise. Cette année, pour coller à la diversité du tissu économique charentais, une huitième catégorie a été créée (2). Les startups auront leur propre prix.

«*Il ne faut pas hésiter à s'inscrire*», invite François Lalut, patron de CITF à Saint-Cybardeaux, lauréat dans la catégorie création et développement. «*C'est un bon moyen de se faire connaître et c'est un message positif sur l'économie du département.*» «*L'inscription ne prend pas longtemps et c'est une mise en lumière locale intéressante*», ajoute Hervé Bache-Gabrielsen, patron du cognac du même nom et lauréat dans la catégorie international export.

(1) Pour s'inscrire, il suffit d'aller sur le site: http://www.charentelibre.fr/www/relax/etoiles-economie/inscription.html

(2) Les huit catégories sont: Création et développement, Transmission reprise, Innovation diversification, International export, Entreprise citoyenne, Startup, Espoir de l'année, Entrepreneur de l'année.

L'an dernier, plus de 500 personnes qui font l'économie charentaise étaient présentes à la soirée. Photo archives Majid Bouzzit

Jérôme Fertin

« J'ai eu un marché à Nantes

«*Ce prix a conforté l'idée qu'on pouvait s'en sortir à condition de retrousser nos manches.*» Jérôme Fertin, le patron de 5MC à Mansle a reçu le trophée dans la catégorie innovation, pour ses capsules de café biodégradables. «*Tout le monde était fier dans l'entreprise. C'est une reconnaissance locale qui a soudé l'équipe. Et ce prix m'a même permis de décrocher un marché à Nantes pour faire des coupelles de bougies biodégradables.*» Du côté des capsules de café, la production cette année est passée à 65 millions, contre «*31 millions l'an dernier. C'est une belle progression. Nous avons aussi des projets en Afrique du Sud.*» Et surtout, 5MC arrive à la fin des échéances du plan de redressement auquel elle a fait face.

François Lalut

« Le prix a renforcé l'image

«*Le prix a montré à nos clients qu'on était là. Il a renforcé l'image de l'entreprise. La soirée correspond à l'esprit positif qu'on défend au sein de l'entreprise.*» François Lalut, patron de CITF à Saint-Cybardeaux a reçu le trophée dans la catégorie création développement. Et depuis l'édition 2015, il n'a pas cessé de se développer. «*On est aujourd'hui à 43 salariés.*» CITF vient de racheter Iris Système et prévoit d'embaucher encore. «*On a embauché 10 personnes en 2015, 10 en 2016 et l'an prochain on sera sur la même dynamique. On intervient sur un marché mondial où il faut traiter l'information rapidement, il y a beaucoup de demandes justement sur des systèmes de pilotage et de traitement de données.*»

Hervé Bache-Gabrielsen

« Un moyen de rencontrer

«*La soirée des Étoiles de l'Économie m'a permis de rencontrer certains chefs d'entreprises et aussi des institutionnels. Depuis, je suis en relation régulière avec François Bonneau, le président du Département et avec Renaud Dutreil, le patron de Jolival (Entrepreneur de l'année 2015, ndlr).*» Hervé Bache-Gabrielsen, le patron du cognac du même nom, a reçu le trophée dans la catégorie international export. «*Pour nous qui travaillons surtout avec des clients étrangers, c'est important d'avoir un prix local, ça parle plus aux salariés qu'un prix obtenu à Hong Kong.*» En «croissance stable», l'entreprise vient de s'agrandir en ouvrant des chais à Louzac-Saint-André.

Annick Grenier

« Les clients m'en parlent

«*J'ai vécu fébrilement la soirée, quand mon nom a été cité, je suis montée sur scène comme un automate. Et puis j'ai été happée par l'euphorie du moment.*» Annick Grenier a repris la Chocolaterie d'Antan en 2012 et a reçu le trophée dans la catégorie transmission reprise. «*Le trophée est toujours dans le magasin, sur une étagère. Beaucoup de clients m'en parlent. Franchement, ça m'a fait de la bonne pub.*» Et ça lui a donné des ailes. «*Je viens d'ouvrir, le 1er octobre, un point de vente à Niort.*» L'an dernier, elle rêvait de pousser les murs de son entreprise basée à La Rochefoucauld. Elle avait cherché du côté de Saintes. «*Aujourd'hui, il y a donc dix salariés en CDI dans l'entreprise. Nous sommes comme une famille.*»

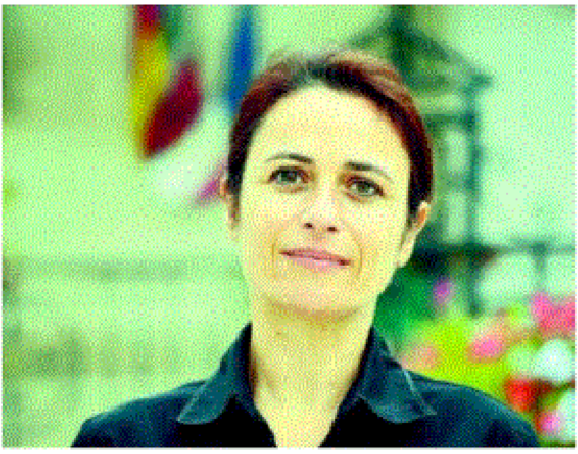
Pierre Rebeyrole

« Un prix gratifiant

«*La présentation des autres entreprises était passionnante. Le prix que nous avons reçu est extrêmement gratifiant.*» Pierre Rebeyrole dirige l'entreprise Ferrand à Villebois-Lavalette avec Cyril Colombet. Ils ont reçu le trophée dans la catégorie espoir de l'année. Et l'espoir était fondé puisque, depuis, Ferrand a vendu ses premières ballerines griffées Sophie Marceau en Chine. «*Nous avons enfin pu mettre en place notre tête de pont. Nous vendions via des plateformes internet mais nous avons sur place un chef de projet pour la logistique et la gestion.*» Quelques milliers de paires ont déjà été vendues, une goutte d'eau dans un marché compliqué mais gigantesque.

Marendat : « Je me suis toujours sentie libre »

POLITIQUE Priorité au chantier de l'Agglo plutôt que la course aux législatives : l'élue UDI de Segonzac expose ses choix



Véronique Marendat assume son soutien à Michel Gourinchas à la tête de l'Agglo. PHOTO P.-L.L.

Maire de Segonzac et présidente de la Communauté de communes de Grande-Champagne, l'UDI Véronique Marendat revendique sa liberté de parole.

« Sud Ouest » Comment se passe la construction de la Communauté d'agglo ?

Véronique Marendat Le chantier avance, heureusement. Cela s'est accéléré ces dernières semaines, à raison de deux ou trois matinées par semaine. Les techniciens travaillent énormément ensemble. C'est compliqué pour nos agents, parce qu'ils doivent aussi gérer le quotidien. Dans moins de cent jours, on doit être opérationnel. On envisage même le déménagement de certains services mi-décembre. On avance beaucoup sur des choses techniques, assez peu politiques. Pour tout ce qui est relatif aux compétences et au projet de territoire, nous aurons un à deux ans pour décider ce que nous voulons faire au sein de l'Agglo.

Vous avez exprimé devant votre Conseil communautaire votre inquiétude concernant les délais pour réaliser la fusion…

« Dans moins de cent jours, on doit être opérationnel »

Ces délais sont très tendus. La loi a été écrite avec une telle distance de la réalité qu'on peut parfois même en être en colère. On découvre au jour le jour des choses qui peuvent apparaître comme des détails, mais on sait bien que le diable se cache dans les détails.

Vous n'avez pas de crainte que des dossiers de Grande-Champagne soient noyés dans la masse ?

Non. Plus nous travaillons ensemble, plus j'ai la conviction que nous avons des envies communes pour notre territoire. Il y a des choses à mettre en cohérence. Nous avons des fonctionnements différents, c'est aussi l'occasion d'enrichir chacun de nos territoires. L'Agglo, ça va être compliqué, mais je n'imagine pas un retour en arrière.

Soutenez-vous toujours la candidature de Michel Gourinchas à la présidence de l'Agglo ?

Ah oui ! Je l'ai dit très tôt, et je le confirme. Nous sommes dans une fusion qui se passe à mi-mandat. Il faut que l'on assoit cette Agglo. On a tout à construire. Les mutualisations avec la ville-centre, c'est l'un des enjeux. On a malheureusement des exemples de voisins, comme Angoulême, où ça n'a pas fonctionné. Il faut que l'on évite ça. On a besoin d'être en confiance, de partager les mêmes idées. En 2020, il y aura de nouveau des élections et les choses se dérouleront comme d'habitude.

Pourquoi Michel Gourinchas est-il le bon candidat selon vous ?

Il est le président de Grand-Cognac. Bien que très marqué politiquement, il a démontré qu'il savait travailler avec des maires d'autres bords politiques. Je n'entends pas dire que ça ne fonctionne pas. Prendre ce genre de position n'est pas facile quand on appartient à un parti. Je n'ai pas été félicitée… Mais je pense que ça correspond aux attentes des citoyens qui ne s'y retrouvent plus entre droite et gauche.

En 2020, serez-vous toujours là ?

Je ne regarde jamais aussi loin ! Je peux aussi avoir envie de faire autre chose. Je ne compte pas mon temps, c'est une période très dense. On est en réunion du matin au soir. C'est passionnant, mais ce sont des choses que l'on ne peut pas faire des années correctement. La limitation des mandats dans le temps me paraît un vrai sujet. Il y a une usure.

Où en êtes-vous concernant une candidature aux législatives ?

« Moi, je me concentre sur l'Agglo, je n'ai pas de temps pour partir en campagne »

Mon parti m'a légitimée dans cette candidature. Mais personnellement, je ne pense pas que j'irai, pour des raisons très liées à l'Agglo, mais aussi à Segonzac, où j'ai des tas de dossiers sur lesquels il faut que je me concentre. Du fait de la loi sur le cumul des mandats, cela m'amènerait à quitter au moins celui de maire. La deuxième chose, c'est qu'un travail énorme nous attend à l'Agglo. Au-delà de ça, il n'y a pas eu de discussion sérieuse entre Les Républicains et l'UDI. Daniel Sauvaitre est de nouveau parti en campagne. J'avais, sous forme de boutade mais pas tant que ça, dit qu'il pourrait être mon suppléant. Mais on est rarement capable de s'entendre sur ces choses-là… Moi, je me concentre sur l'Agglo, je n'ai pas de temps pour partir en campagne.

Vous soutiendrez Daniel Sauvaitre ?

Je n'en sais rien. Pour le moment, j'attends de voir qui sera candidat réellement et quels seront les axes de son programme. Mais même si je devais être candidate, je peux très bien y aller sans être UDI ou Les Républicains. Je me suis toujours sentie libre. C'est aussi pour cela que je peux travailler avec les autres présidents d'intercommunalités du Cognaçais, sans faire de politique. Plus je vieillis, plus je me sens libre de dire ce que je pense.

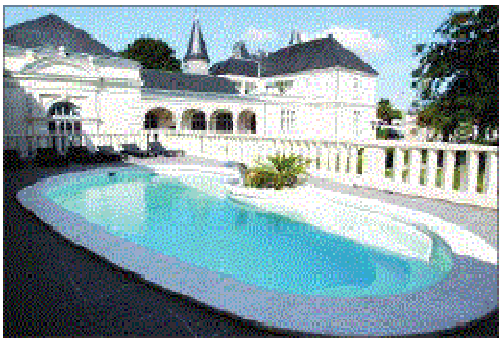
Recueilli par Philippe Ménard

« Des décisions unilatérales »

L'an passé, Véronique Marendat a conservé son siège de conseillère régionale, passant du Poitou-Charentes à la Nouvelle Aquitaine. Mettant en parallèle la construction de l'Agglomération, elle en retient un point de vigilance : « Le fait de grandir enlève forcément de la proximité ». L'élue UDI déplore qu'« énormément de choses échappent aux élus ». Un exemple emblématique, la suppression des Nuits romanes, festival phare de Poitou-Charentes. « Même si j'entends le président Alain Rousset quand il dit qu'il faut faire des économies, on n'est pas obligé d'être brutal dans la méthode », estime-t-elle. Pour Véronique Marendat, il aurait été possible de revenir sur certaines dépenses, « comme les dépenses folles pour la communication », de réduire le nombre de Nuits, ou de demander aux communes de participer financièrement. La suppression totale, « sans vote », a « mis en péril des associations sur le territoire ». Véronique Marendat s'inquiète aussi du manque de lisibilité dans les dispositifs de soutien, en particulier pour le monde économique. « On arrive sur nos territoires à une année blanche en termes de subventions. C'est très mauvais pour l'économie ».

■ Cinquante mois de travaux ■ La famille Fustin a patiemment rénové un petit château à Cognac pour le transformer en palace ■ Il offre cinq chambres superbes et une salle de réception.

La nouvelle vie du château Pellisson



Une piscine chauffée a été aménagée dans le grand jardin du château.

Jean-Luc Fustin et son fils Thomas, le responsable de la commercialisation de la salle de réception. Photos Majid Bouzzit

Frédéric BERG
fberg@charentelibre.fr

Quatre ans et demi de labeur, des brouettes de sable et de sueur, des tonnes d'ardeur, un budget total d'1,2 million d'euros pour un résultat à la hauteur. En achetant en mai 2012 une grande maison bourgeoise adossée à leur hôtel - L'Oliverale, en face de la gare de Cognac -, Jean-Luc et Nathalie Fustin savaient qu'ils sautaient à pieds joints dans le vide.

«Tout a été plus long et plus cher que prévu. On misait sur deux ans de chantier, on avait prévu 400 000 euros de travaux. Tout a été multiplié par deux, mais quand je vois le résultat, je me dis que ça en valait la peine.» Difficile de contredire Jean-Luc Fustin. Le petit château qui fut le comptoir de marchandises de la maison de cognac Pellisson, avait été dévoré par un incendie en 1955, puis abandonné à la végétation et aux intempéries pendant des lustres. Il a retrouvé son éclat, sa blancheur. Les travaux viennent tout juste de s'achever, la peinture finit de sécher dans la salle de réception et quelques finitions doivent encore être effectuées ça et là.

Le château Pellisson propose désormais cinq chambres de 35 à 60 m² - des suites très élégantes - avec chacune son thème : zen, vintage, baroque, Renaissance et romantique. Le jardin est superbe, agrémenté d'une piscine, d'un espace avec jacuzzi et sauna. En plus de la salle de réception, il y a une cuisine, des toilettes, plusieurs salles dont celle du petit-déjeuner. «On a travaillé avec une décoratrice de Châteaubernard qui sait mettre en valeur les lieux», souligne Jean-Luc Fustin. Un appartement familial a aussi été aménagé dans la bâtisse.

100 à 120 € la nuit

Le château Pellisson n'est pas une extension de l'hôtel que le couple avait acheté en 2003 et fait passer de 9 à 29 chambres aujourd'hui. «C'est une activité autonome, ce sont des chambres d'hôtes. Mais c'est certain que c'est complémentaire», ajoute le patron, très fier que son fils Thomas et sa fille Julie aient décidé de travailler avec leurs parents : «On avait pensé revendre l'hôtel, mais depuis quelques mois tout a changé. Notre fille veut y travailler et sans doute le reprendre et Thomas qui avait débuté des études d'informatique nous a rejoints. Il va s'occuper de la commercialisation et de la gestion de la salle de réception. Seul notre grand fils ne travaille pas avec nous, il est pâtissier dans un restaurant gastronomique de Guyan.»

Dans un premier temps, l'idée d'un restaurant dans l'hôtel avait germé, puis finalement remplacé par une salle de réception ouverte à la location. Cinq fêtes de mariage sont déjà prévues. Les chambres, ouvertes depuis début juillet, ont très bien fonctionné cet été et font régulièrement le plein depuis. Elles se louent de 100 à 120 € la nuit (1). «Les retours des clients sont très bons, ils apprécient le confort, la tranquillité, les prestations», explique Thomas, très à l'aise dans son nouveau rôle : «Je vis dans cet univers depuis tout petit. Le sens de l'hospitalité et du commerce, ça fait partie de mon éducation.»

Alors que le couple Fustin a engagé un salarié pour réaliser une partie des travaux, les enfants ont largement participé au chantier.

(1) www.chateau-pellisson.com

La salle de réception, juste terminée, permet d'accueillir une centaine de personnes.

Dans les chambres, tous les éléments anciens ont été conservés.

La Ligue contre le cancer prend la mesure de la grande région

Les comités départementaux se sont réunis à Gond-Pontouvre. Photo CL

La Ligue contre le cancer a tenu sa première réunion régionale Nouvelle-Aquitaine à Gond-Pontouvre, mardi dernier. Le président du comité de Charente, le docteur Michel Martin, a reçu les représentants de l'ensemble des départements concernés, qui pour beaucoup se rencontraient pour la première fois. Un large tour de table leur a permis de présenter Emmanuel Ricard, délégué national à la prévention qui a exposé l'objet de la réunion: *«Ce bilan régional doit nous permettre d'améliorer l'articulation de la Ligue. La connaissance de nos méthodes de travail, l'analyse de nos moyens doivent nous amener à travailler ensemble à l'échelon régional.»* Il cite la campagne «Mois sans tabac» en novembre comme un challenge à relever en commun.

Les disparités sont grandes entre les structures du nouvel ensemble géographique: l'Aquitaine compte 31.150 adhérents. Le Poitou-Charentes représente 18.300 adhérents. D'un département à l'autre, les actions sont souvent parallèles, mais les moyens bien différents. En Charente, le docteur Martin constate *«l'absence de motivation des gastro-entérologues»*. Faute de personnel salarié, la campagne anti-tabac en milieu scolaire est confiée en Charente à l'Ireps, disposant de formateurs.

Outre la volonté de garder leur spécificité et la direction de leurs actions locales, les représentants départementaux ont noté la nécessité de s'adapter au contour de la nouvelle région. *«Cette réunion est l'élément déclencheur de nos futures actions»*, concluait André Prevot, secrétaire général du Comité de Charente.

Restos du Cœur 2015-2016: 595.363 repas en Charente

Le trésorier Henri Gérard (à gauche) et le président Michel Lebreton. Photo CL

Les Restos du Cœur ont servi 170.034 repas durant les 20 semaines de leur campagne de l'été 2015 (soit une moyenne de 8.500 repas par semaine pour 3.847 personnes inscrites) et 425.329 repas durant leur campagne d'hiver à 6.158 personnes (soit une moyenne de 26.583 repas par semaine, de fin novembre à fin mars 2016). 595.363 repas ont été distribués au total dans les 16 centres d'activités du département et 33.593 colis de dépannage ont été remis. Les chiffres sont en baisse de 8% par rapport à l'an passé, baisse en partie expliquée par une période de distribution raccourcie. *«Devant une situation économique et sociale qui se dégrade, nous avions anticipé une hausse de 8%. La tendance a été inversée, mais cela ne traduit qu'une partie de l'engagement social réalisé et ne reflète en rien le contexte difficile que vivent les personnes que nous accueillons»*, a souligné son président Michel Lebreton lors de l'AG de l'association à La Couronne.

Les Restos ont aussi apporté leur aide à 5.945 bébés du 1er mai 2015 au 30 avril 2016. L'opération «Rendez-vous au cinéma» a constitué l'essentiel du programme d'aide non alimentaire de l'antenne départementale. Le chantier d'insertion a produit 34 tonnes pour une valeur estimée à 39.148 euros. 23 tonnes de légumes et fruits d'origine extérieure ont par ailleurs été collectés et retraités par ce même chantier. Autre action des Restos du Cœur, les Toits du même nom, créés en 1988, ont accueilli 29 personnes, dont six enfants, de mai 2015 à 2016. Par contre, l'exercice comptable fait apparaître un déficit de 29.526 euros.

Une soirée lancera le Téléthon charentais le 14 octobre à Hiersac. Le coup d'envoi du Téléthon 2016 sera donné vendredi 14 octobre à 18h30 à la salle socioculturelle de Hiersac, 19 bis rue d'Angoulême. Xavier Nissan, chercheur à l'Istem (Institut des cellules souches pour le traitement et l'étude des maladies monogéniques) et ambassadeur du Téléthon 2016, sera présent. Les organisateurs rappelleront les enjeux du 30e Téléthon, présenteront les familles ambassadrices 2016, le programme et les défis charentais de l'édition, avant de laisser place aux témoignages.

La collecte des sacs noirs tous les 15 jours, première

NORD EST CHARENTE D'ici le 1er avril 2017, les habitants de cinq CdC verront leur collecte de sacs noirs évoluer

HÉLÈNE RIETSCH
h.rietsch@sudouest.fr

« Collecter les sacs noirs tous les quinze jours, c'est jouable », assure Jean Revereault, président de Calitom, collectivité publique qui gère le traitement des déchets ménagers en Charente et assure une partie de la collecte. Au total, 104 communes du nord Est Charente, avec l'aval de leur Communauté de communes (CdC) d'appartenance – Haute-Charente, Bandiat-Tardoire, Seuil-Charente Périgord, Horte et Lavalette et Confolentais –, vont faire le grand saut le 1er avril 2017.

De novembre à avril, des composteurs vont être distribués

À cette date, la collecte d'ordures ménagères (sacs noirs) passera à une fréquence de quinze jours. La collecte se fera donc en alternance, une semaine sacs noirs, l'autre sacs jaunes. Environ 30 000 foyers sont concernés auxquels il faut retrancher ceux des huit plus gros bourgs de la zone, à savoir Chabanais, Champagne-Mouton, Montbron, Roumazières, Chasseneuil, Confolens, La Rochefoucauld et Saint-Claud, qui eux, conserveront leur collecte hebdomadaire, eu égard aux activités commerciales, à la présence d'écoles ou de maisons de retraite.

Des sacs jaunes plus dodus

Autant dire que Calitom avance prudemment, mais avance. Et ce, sur le terrain de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en vue notamment de diminuer de 10 % la production de déchets ménagers et assimilés en 2020 (par rapport à 2010), et de baisser leur gisement en décharge de moitié en 2025. On sait que le Charentais produit en moyenne 25 kg de déchets par semaine (hors tri des emballages recyclables et compostages de biodéchets). « Il y a moins de déchets à collecter, depuis dix ans on enregistre une diminution de 2 % chaque année, donc il n'y a aucune raison de ne pas diminuer les collectes », ajoute le président de Calitom, qui a œuvré en concertation avec les Communautés de communes et un réseau d'élus référents.

La collecte sélective des sacs jaunes, élargie en mars dernier à tous les plastiques, y est aussi pour quelque chose. Les sacs jaunes ont pris un peu d'embonpoint (0,65 % de déchets en plus sur le premier semestre 2016 dont 6 % au mois de mai, « boom historique », note avec humour Jean Revereault).

Comment le changement va-t-il s'opérer dans le nord-est charentais ? Progressivement et avec une sérieuse dose de pédagogie pour expliquer les vertus du compostage, idéal pour conserver plus longtemps ses sacs noirs, sans périr asphyxier par des odeurs nauséabondes. De novembre à avril, des composteurs individuels vont être distribués avec leur bioseau, les mercredis et samedis. Une vingtaine de dates seront communiquées aux habitants. Sans oublier l'installation d'une vingtaine de composteurs collectifs supplémentaires au pied des immeubles comme il en existe déjà en Charente, notamment à Châteauneuf (lire ci-dessous).

104 communes concernées. La collecte se fera en alternance, une semaine, sacs noirs, la suivante, sacs jaunes. ILLUSTRATION A.LACAU

450 000 euros d'économies

Sur le plan financier, Calitom estime que l'opération engendrera 450 000 euros d'économies, et pour le contribuable 20 à 25 euros de moins par foyer sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. « Soit une baisse de 10 %, ce qui est beaucoup quand on cherche à faire des économies », appuie Jean Revereault. Avec une incidence sur l'emploi, près de six postes appelés à disparaître sur les collectes via des départs à la retraite non remplacés.

La mesure concerne un tiers du territoire de la Charente. Rappelons que la Ville de Cognac, la CdC du Rouillacais, le Smictom de Champniers et Grand-Angoulême gèrent leur propre collecte.

Les couches, « le point noir »

Comment faire disparaître les couches malodorantes des sacs noirs ? « C'est le point noir », reconnaît-on à Calitom. Seule piste envisagée pour les enfants, les couches lavables, dont l'usage requiert une sacrée dose d'organisation. Domitille Charpentier, Cognaçaise, maman de sept enfants, en sait quelque chose. Elle a fait partie d'un panel de testeurs invité en 2013 par Calitom à utiliser des couches lavables. Et, pour elle, pas de doute, les couches lavables ont de l'avenir. Moins de sacs poubelles à vider, moins d'odeur, un apprentissage de la propreté accéléré et de substantielles économies, voilà les atouts qui font qu'aujourd'hui encore elle continue à utiliser des couches lavables le jour, des jetables la nuit. « L'âge idéal, c'est quand l'enfant a entre trois mois et un an et demi. Avant, ça n'est pas évident parce qu'il n'est pas rythmé et après, il bouge trop, les couches lavables se détachent », témoigne la mère de famille. « C'est vrai que ça demande de l'organisation. Avec sept enfants (dont un petit dernier consommateur de couches), j'ai deux machines par jour plus une autre supplémentaire tous les deux, trois jours, rien que pour les couches lavables. L'hiver on a intérêt à avoir un sèche-linge, mais ça reste intéressant », ajoute la Cognaçaise.

Couches lavables, solution d'avenir ? PHOTOGUY ROP

Composteurs collectifs à l'épreuve

EXEMPLE À CHÂTEAUNEUF Depuis deux ans, les habitants de la Croix-Chaderne partagent des composteurs collectifs. Avec une certaine assiduité

Pour Serge Leduc et Serge Ducongé, retraités désignés référents par Calitom, le compostage collectif, c'est « une affaire de volonté et de respect ». Domiciliés boulevard de la Croix-Chaderne à Châteauneuf dans un immeuble Logelia de trois étages, ils partagent, avec les occupants des 18 appartements et de trois pavillons, trois bacs de compostage : un bac à compost, un de maturation et un de stockage des broyats. Béatrice Manéra, gardienne qui veille sur deux immeubles, observe qu'à La Croix-Chaderne la démarche est « très suivie ». « Je trouve ça très pratique. Comme ça, je prends l'air. Et, nous les vieux, on cuisine beaucoup », rigole Francis Leduc.

Les vers qui font le travail

Dans le bac à compost, pas question de jeter n'importe quoi. Surtout ni viande ni poisson. « Ça attire les rats. On est obligé alors de faire venir les employés municipaux », précise Béatrice. « C'est parfait pour les restes de repas, les épluchures, le pain rassis et même les feuilles mortes », expliquent les retraités. Chacun dépose ses déchets à l'aide d'un « bioseau ». Pour éviter les odeurs, il est conseillé d'y mettre un de broyat donné par les communes, et surtout d'aérer le compost tous les quinze jours avec une sorte de ressort, également fourni par la collectivité.

« Ce sont les vers de terre et les bestioles qui font le travail. Le compost est ensuite transvasé dans le bac de maturation où il doit rester un an », explique Béatrice. Après, les habitants se le partagent. « C'est un très bon engrais, dont il faut user modérément », précisent Serge et Francis, qui en ont mis un peu trop la première fois dans leurs géraniums et fraisiers. Tout est question de dosage…

Démonstration avec Béatrice, gardienne d'immeuble. PHOTO M.A.

Nina Chatellier, chargée de mission, et Jacques Vian, président du Conseil de développement de l'Ouest-Charente. PHOTO CL. SARAZIN

Développement durable : le 5e concours est lancé

Conférence de presse symbolique, hier matin, sur la gabarre « La Renaissance » à Saint-Simon, où Jacques Vian, le président du Conseil de développement du Pays Ouest-Charente, a officiellement lancé la 5e édition des Prix du développement durable. Pour la toute première fois, ce concours ouvert aux collectivités locales, entrepreneurs locaux, associations et particuliers, concerne plus que le pays du cognac, mais toute la vallée de la Charente, de Saintes à Angoulême.

« Parmi nos partenaires, figurent désormais la Saintonge romaine et l'agglomération du Grand-Angoulême », a détaillé Jacques Vian. Voilà pourquoi le programme du concours a été détaillé lors d'une promenade fluviale, là, sur quais des Saint-Simon et dans le bruissement du Pas-du-Loup à Graves-Saint-Amant, à la limite des anciennes provinces de Saintonge et d'Angoumois.

Le concours est ouvert jusqu'à la fin décembre 2016. Le dossier d'inscription peut être téléchargé sur le site www.cdouestcharente.org. Les candidatures seront instruites début 2017 et les prix proclamés au printemps.

9 000 € de dotations en 2015

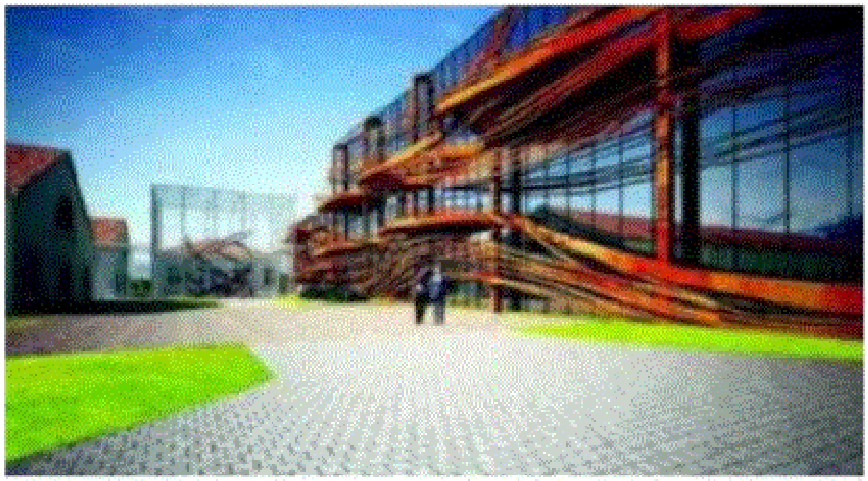
En 2015 (l'opération a lieu tous les deux ans), 47 dossiers avaient été retenus ; environ 50 % furent récompensés ; et environ 9 000 euros de dotations furent partagés.

« L'enjeu n'est pas seulement financier. Nous voulons faire connaître et reconnaître de bonnes initiatives pour l'environnement, mais aussi l'économie solidaire et l'équité sociale », expliquent Nina Chatellier et Michel Adam, chargée de mission et membre du Conseil de développement du Pays Ouest-Charente.

Ce 5e concours a reçu le soutien du Crédit agricole, du groupe Rémy-Cointreau, de la Chambre de métiers de Charente, du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) de la Charente, mais aussi d'un nouveau partenaire important : la Chambre de commerce et d'industrie d'Angoulême.

La première pierre de l'hôtel grand luxe sera posée vendredi

CHAIS MONNET Le projet d'hôtel grand luxe sur la friche industrielle de 2,5 hectares des anciens chais Monnet n'a plus rien d'un rêve ou d'un mirage. La première pierre du palace d'une centaine de chambres sera posée ce vendredi en fin de matinée. La cérémonie se fera en présence de l'investisseur, le capitaine d'industrie azerbaïdjanais Javad Marandi, qui vit entre Bakou et Londres, de ses représentants en France et de l'architecte Didier Poignant (cabinet Ertim). Le chantier devrait durer deux ans, pour une ouverture avant l'été 2018. Des images de synthèse montrent deux bâtiments contemporains aux lignes très audacieuses entre les chais centraux et l'ancien chai dit cathédrale, transformé en restaurant. Ces vues d'architecte ont fière allure.



Une image de synthèse du futur palace : deux bâtiments à l'esthétique audacieuse, recouverts de verre et d'acier. CABINET ERTIM

Le club Panhard vient fêter son anniversaire à Cognac samedi

RALLYE TOURISTIQUE Le Dynamic Club Panhard et Levassor a choisi Cognac pour sa réunion régionale annuelle, au cours de laquelle il célébrera son 30e anniversaire. Samedi matin, à partir de 10 heures, entre 40 et 50 véhicules de cette marque emblématique, dont un modèle de 1933, se poseront derrière l'hôtel de villle de Cognac, où le public pourra les admirer. Une réception se tiendra à la mairie à 11 heures. L'après-midi, les automobiles participeront à un rallye touristique. Dimanche, la réunion régionale annuelle se tiendra à la Salamandre.

« L'heure de plomb », une virée dans l'Amérique sauvage au Texte libre

RENCONTRE Jeudi prochain, à 18 h 30, la librairie associative Le Texte libre reçoit l'écrivain Bruce Holbert ainsi que son éditrice, Marie-Anne Lacoma, des éditions Gallmeister. L'intrigue de « L'heure de plomb » se situe en 1918 dans l'État de Washington, aux États-Unis, traversé par un terrible épisode de blizzard. Il laisse orphelin un jeune garçon qui se retrouve à la tête du ranch familial, confronté à une nature belle et sauvage.

Voyage en Bavière aux Abattoirs jeudi

AFTERWORK Les Abattoirs aiment les thèmes décalés pour les soirées « afterwork », rendez-vous mensuel très couru. Le prochain, jeudi, propose un « Voyage en Bavière », ce qui le place « sous le signe de la bière, des shorts-bretelles, des robes tresses et de la saucisse », indique West Rock. Entrée, 3 €, gratuit de 18 à 19 heures.

COMMUNES EXPRESS

CHÂTEAUBERNARD

Concours de tarot. Le club 21 de Châteaubernard organise un concours de tarot, mardi 11 octobre, et il en va ainsi tous les deuxièmes mardis du mois. La soirée est ouverte aux licenciés tout comme au non-licenciés. Rendez-vous vous est donné, à la salle Jean-Tardif, dès 21 heures. Tél. 06 84 17 99 40.

CHÂTEAUBERNARD

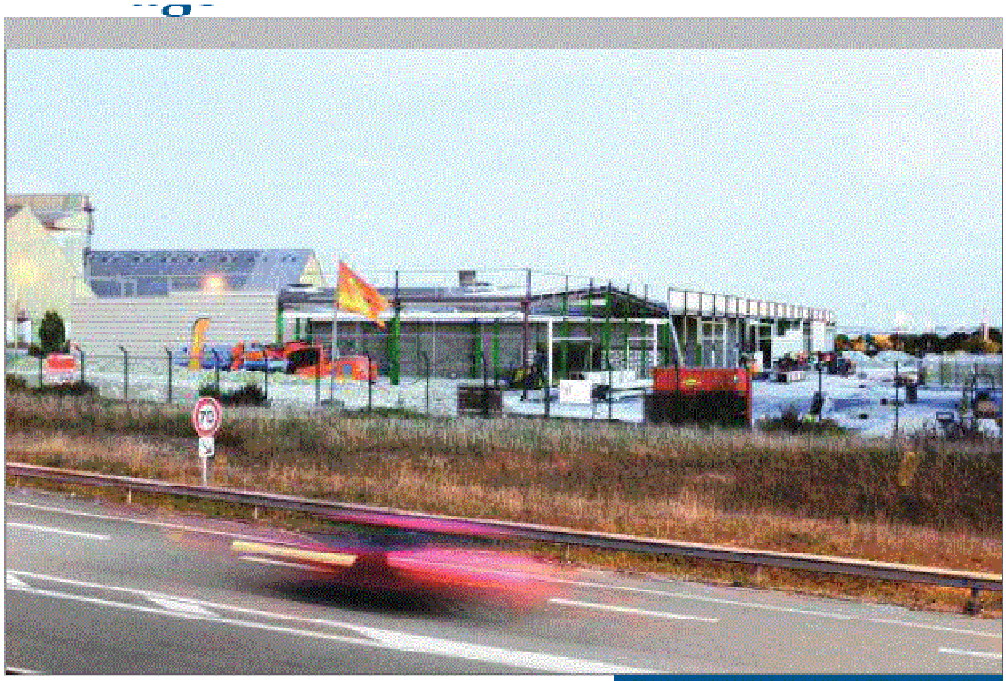
400 personnes pour « The Voice »

La flamme vocale ne s'est pas éteinte, samedi soir au Castel. Le public, très familial, environ 400 personnes, a quitté son petit bout de canapé pour les voir « en vrai » : Olympe, Maximilien, Manon, Amandine, Clément Verzi, cinq figures emblématiques des saisons écoulées de l'émission télévisuelle « The Voice ».

Clément Verzi, Maximilien, Manon. PHOTO S. B.

Tous arrivés en demi-finale, voire en finale. Des titres qui les ont propulsés sur le petit écran. En première partie de ce « Best of tour des artistes des émissions The Voice », des jeunes pousses remarquées elles aussi sur le petit écran (Le Kid's TV tour) et la compagnie Erma de Pons avec une incursion 100 % naturelle signée des danseurs de hip hop In6dance Crew.

Sandra Balian



Mr. Bricolage désossé

L'ancien magasin Mr. Bricolage situé dans la zone commerciale du Fief-du-Roy à Châteaubernard, est entièrement désossé. La réhabilitation du bâtiment, attendue depuis 2014 et le déménagement de l'enseigne vers le Mas-de-la-Cour, avance. Plusieurs cellules sont aménagées sur une surface totale de 4 000 m² (Photo F. B.). Thierry Blosse, le patron de Mr. Bricolage toujours propriétaire du site, doit bientôt annoncer les futurs locataires. On sait déjà que «Mille Stocks» va déménager de quelques dizaines de mètres pour s'y installer.

303118

COGNAC - ROYAN - SAINTES

Colette BLOSSE,
née PLESSY,

nous a quittés à l'âge de 84 ans.
Jean, son époux ;
Eric et Sophie,
Thierry et Valérie, ses enfants ;
Camille, Louise et Virgil, Alice et Ugo, Barthélémy,
Baptiste, Nathan, Sarah, Lucie, ses petits-enfants ;
Edith, son arrière-petite-fille ;
les familles TRAXELLES, LE MÉTAYER, D'HUISSIER,
parents et amis
vous invitent à vous unir d'intention ou à les rejoindre lors de l'office religieux **le vendredi 7 octobre 2016, à 15 h 30,** en l'église Saint-Antoine de Cognac.
Inhumation dans l'intimité familiale.
Fleurs naturelles seulement.
Vous pourrez rendre hommage à Colette à la maison funéraire de Cognac, rue Richard, les mercredi 5 et jeudi 6 octobre, de 15 heures à 17 heures.

PFG Cognac, 23, rue d'Angoulême, tél. 05.45.82.00.38.

SAINT-LAURENT-DE-COGNAC

Vers un dispositif de vigilance

Samedi, à la salle polyvalente, se tenait la première réunion publique axée sur la mise en place d'un dispositif de participation citoyenne. En présence d'une cinquantaine de personnes, le major Marchais de la gendarmerie de Cognac a animé la réunion en présence du maire Alain Chollet, entouré des élus. Quelques chiffres sur les cambriolages ont été présentés. Ils sont en légère baisse sur la commune, mais ils se maintiennent pour ce qui concerne les atteintes aux biens.

Le major Marchais a ensuite expliqué les mesures à connaître et à mettre en place. Il a attiré l'attention des participants sur quelques points sensibles et a délivré quelques consignes simples pour lutter contre ce « fléau ».

Tout d'abord, il faut fermer portes, fenêtres, portails et ce, même pour une absence de courte durée, ne pas hésiter à faire appel au dispositif Tranquillité vacances. Le major Marchais a ensuite détaillé le dispositif Vigilance citoyenne ou Participation citoyenne en précisant que le maire concourt par son pouvoir de police à cette prévention de la délinquance. Le fonctionnement se résume en quelques mots-clés : « Observer et non surveiller, renseigner sur des faits et non sur des personnes. »

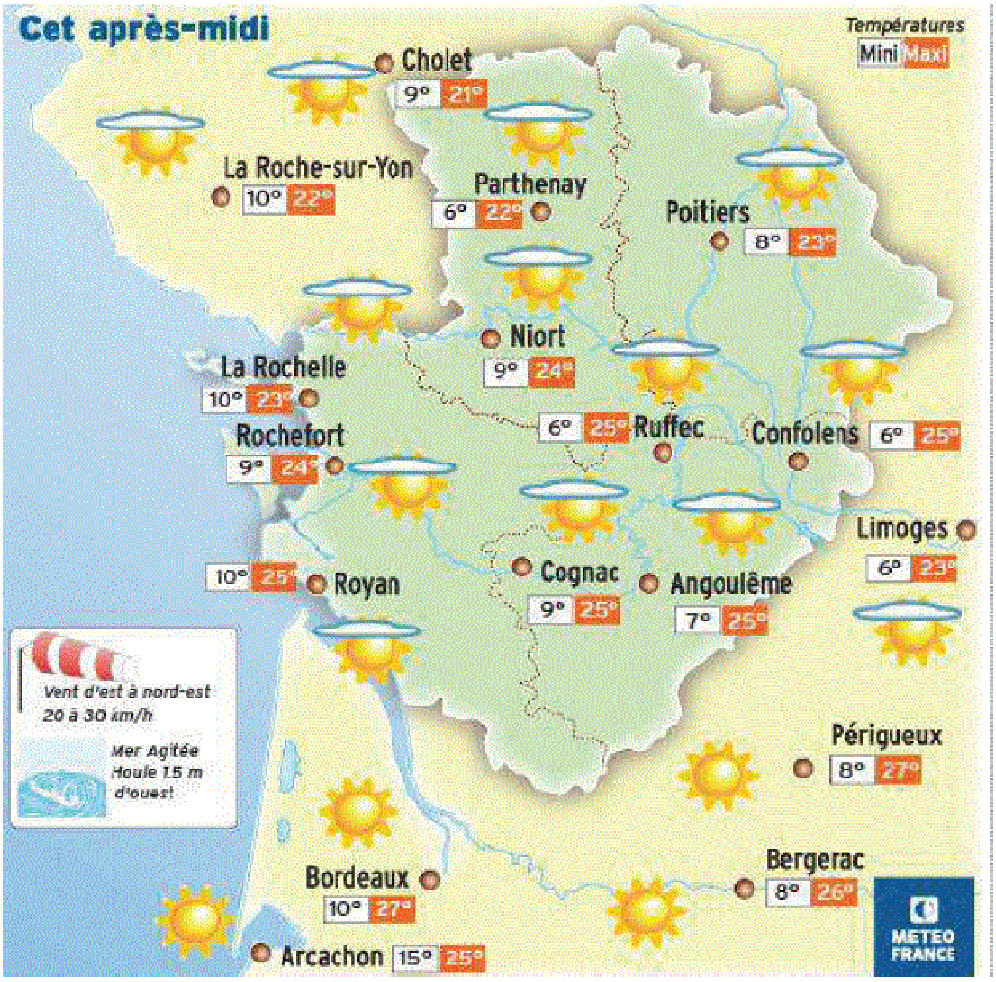
Les participants à la réunion concernant la vigilance citoyenne.

PHOTO C.-C. G.

Achat de panneaux

À partir de personnes référents, réparties par secteurs définis, les informations sont transmises soit à la mairie, soit directement à la gendarmerie. Ce système n'est pas répressif selon lui et a pour but de réduire le sentiment d'insécurité. Son coût se limite à l'achat de panneaux. Il peut également favoriser les relations entre voisins, la solidarité, l'entraide et le lien social.

Colette-Christiane Guné


Cet après-midi
Températures
Mini Maxi
Cholet
9° 21°
La Roche-sur-Yon
10° 22°
Parthenay
6° 22°
Poitiers
8° 23°
Niort
9° 24°
La Rochelle
10° 23°
Rochefort
9° 24°
6° 25°
Ruffec
Confolens
6° 25°
Limoges
6° 23°
10° 25°
Royan
Cognac
9° 25°
Angoulême
7° 25°
Vent d'est à nord-est
20 à 30 km/h
Mer Agitée
Houle 1.5 m
d'ouest
Périgueux
8° 27°
Bordeaux
10° 27°
Bergerac
8° 26°
Arcachon
15° 25°
METEO FRANCE